



Syrie - Jean-Loup Izambert: «Il faut briser le mur du silence imposé par les puissances occidentales»

France-Irak Actualité : La presse mainstream boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

Par [Jean-Loup Izambert](#) et [Gilles Munier](#)

Mondialisation.ca, 19 avril 2018

[France Irak Actualités](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

France-Irak Actualité : La presse *mainstream* boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

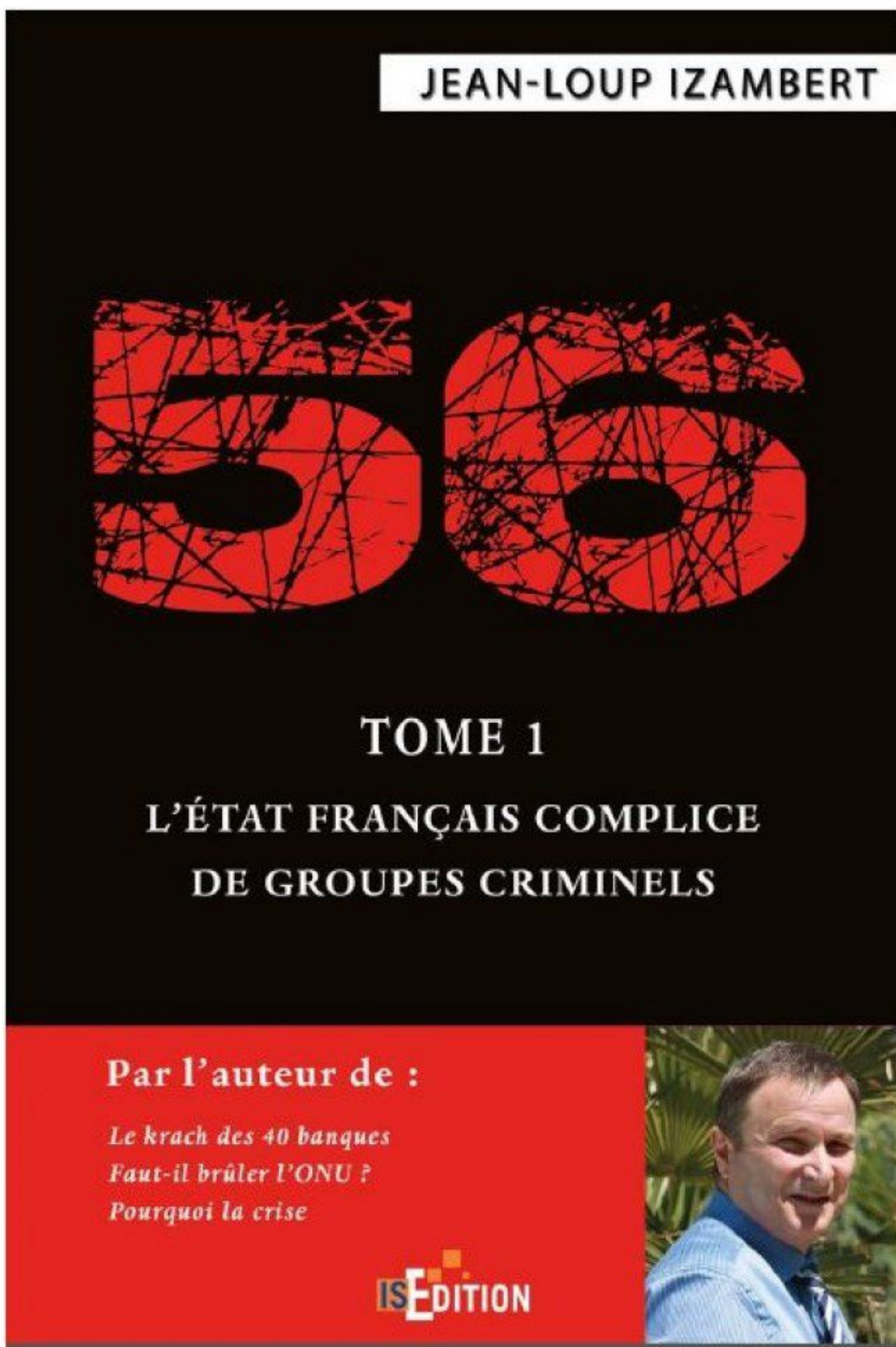
Jean-Loup Izambert : La censure s'est exercée sur les deux tomes de **56** et sur **Trump face à l'Europe**. L'envoi systématique de communiqués à près de 600 journalistes de médias français, la présentation du contenu des ouvrages afin de faciliter leur travail et, pour certains, l'envoi des livres par **IS Édition** comme à *L'Humanité*, *Le Monde diplomatique*, plusieurs chaînes de *France Télévisions*, *RMC*, *BFM TV* ou *Russia Today et Sputniknews* n'ont pas suffi à briser totalement le « mur du silence ». Mais ils ne pourront pas dire que d'octobre 2015 à janvier 2018 ils n'ont pas été informés par mon éditeur de la parution de ces ouvrages d'actualité. Plusieurs raisons expliquent cette censure. La propriété économique et la dépendance financière en sont les principales parmi d'autres. D'une part, je mets en cause le pouvoir politique français en prouvant que 56 dirigeants parmi les principaux ont soit protégé soit soutenu des groupes terroristes des années 1990 à ce jour ; et, d'autre part, je montre comment la plupart de ces médias ont trompé l'opinion publique en se contentant de reproduire les communiqués officiels du pouvoir sans même chercher à vérifier les faits. Ce ne sont plus des journalistes mais des chargés de communication de l'Elysée-Matignon. Ils ont la vérité sous les yeux mais se refusent à la voir car ils sont, volontairement ou non, impliqués dans le mensonge d'Etat. Le rôle des journalistes est de rapporter la vérité vraie, les faits que je dénonce sur les amitiés franco-terroristes, et non de broder un roman en fonction de leurs préjugés ou des communiqués d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

« Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples. »

FIA : Ne craignez-vous pas d'apporter de l'eau au moulin de la vague islamophobe en focalisant vos recherches sur les activités d'organisations extrémistes salafistes ou les Frères musulmans ?

J-L.I. : Non. Je suis athée et je ne crois pas en un quelconque sauveur suprême. Je respecte les croyants si leur foi peut les aider à franchir des moments difficile ou éviter la mort, du

moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur croyance. Concernant les pays arabes, je dénonce la collusion entre les Frères musulmans et les dirigeants occidentaux avec d'autant plus de fermeté que cette organisation est la collaboratrice des puissances colonialistes depuis les années 40. Comme vous le savez, après avoir collaboré avec les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants de cette organisation financée par les dictatures du golfe persique sont devenus les idiots utiles de services occidentaux, principalement étasuniens, anglais et français. Ils sont aujourd'hui la principale organisation collaborant avec l'axe de la mort Washington-Londres-Paris qui met le monde arabe en pièces pour s'approprier ses richesses. Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples.



« La France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbée. »

FIA : Vous décrivez dans 56 la manière dont s'est mise en place et développée la campagne de propagande sur le thème des armes chimiques. Que pensez-vous des derniers développements avec l'affaire Skripal à Londres et la prétendue attaque à l'arme chimique dans la ville syrienne de Douma ?

J-L.I. : Les faits confirment ce que je décris dans **56**. L'affaire Skripal a été montée de toutes pièces par des services du Premier ministre anglais, Theresa May, et des Affaires étrangères. Le montage est semblable à celui des précédentes campagnes montées sur le même thème de propagande par des services français sous les présidences de Hollande puis de Macron dont Jean-Yves Le Drian, l'associé permanent du crime d'agression, est l'un des principaux protagonistes. Mais l'affaire va bien au-delà de la seule responsabilité des dirigeants français et engage celle, de manière bien plus grave, de leurs homologues étasuniens et anglais. C'est en réalité tout un réseau d'intervenants qui a procuré du matériel et des armes chimiques aux groupes terroristes de l' « opposition modérée » soutenus par les présidents Hollande et Macron. Les sociétés *Tekkim*, basée à Gaziantep, la société *Sachlode* Riyad, la société qatarie-allemande *I.V.C.* mais surtout trois sociétés anglo-saxonnes sont du nombre des ces pourvoyeurs de la mort. Il s'agit des sociétés *Federal Laboratories* et *NonLethal Technologies*, toutes deux basées aux Etats-Unis, et de la société *Chemring Defence UK* basée en Angleterre. **Donald Trump et Theresa May ont des comptes à rendre à l'ONU. Ils doivent expliquer comment ces sociétés dont le commerce des productions est strictement réglementé et surveillé par les agences de lutte contre la criminalité transfrontalière ont pu exporter des munitions chimiques et des substances toxiques à des groupes irréguliers et terroristes.** Là encore, vous constatez que du *Figaro* à *L'Humanité* en passant par *Le Monde*, c'est le silence total dans les médias français sur cette question. En réalité, depuis 2013, voyant qu'ils sont militairement battus dans leur guerre par procuration, Washington, Londres et Paris s'efforcent de fabriquer un prétexte afin de détruire la République arabe syrienne et son environnement pour contrôler le Proche-Orient et s'emparer de ses richesses. En prenant la responsabilité de mener des frappes coordonnées dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 avril contre la République arabe syrienne, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont violé une nouvelle fois le droit international. Mais, surtout, ils ont pris la lourde responsabilité d'amplifier la guerre totale déjà en cours. Leur objectif était également d'entraver le travail de l'équipe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de faire pression sur elle. Mais ils devaient surtout faire disparaître les preuves de leur implication dans cette nouvelle opération criminelle menée avec de telles armes en territoire syrien par les groupes qu'ils instrumentalisent. A l'heure où nous parlons, les Français sont en guerre. Ils ne le savent pas encore mais je pense qu'ils vont découvrir qu'en s'alignant une nouvelle fois sur Washington pour opérer de nouveaux actes criminels contre un peuple souverain, la France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbée. Il est évident que les bombardements contre la Syrie après plus de sept années de guerre terroriste ne seront pas sans conséquences pour les agresseurs.

(Propos recueillis par Gilles Munier)

* [Jean-Loup Izambert](#) est un journaliste d'investigation indépendant. Il a notamment publié « *Faut-il brûler l'ONU?* », « *Le krach des 40 banques* », et « *56 (tome 1 : L'Etat français complice de groupes criminels)* ».

[Commander sur Amazon](#)

La source originale de cet article est [France Irak Actualités](#)

Copyright © [Jean-Loup Izambert](#) et [Gilles Munier](#), [France Irak Actualités](#), 2018

Articles Par : [Jean-Loup Izambert](#) et [Gilles Munier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca